

MODERNISER n 'est pas détruire...

Les responsables au plus haut niveau le reconnaissent eux mêmes, si les effets de la crise semblent moins dévastateurs en France que dans la plupart des autres pays, c'est que nous avons conservé des dispositifs sociaux qui contribuent à les amortir : protection sociale collective et solidaire, retraites par répartition et bien sûr services publics.

Mais au lieu de consolider ces services publics et les régimes de protection sociale collective, pour répondre encore mieux aux besoins sociaux, le gouvernement au moyen d'une politique libérale fait du service public et des régimes sociaux des charges et des freins à la compétitivité.

La Révision Générale des Politiques Publiques qu'il impose à marche forcée va à l'encontre de l'intérêt des usagers, des citoyens et des personnels. Restructurations, externalisations, privatisations se multiplient partout sans souci de la qualité du service public et de son avenir, dans le but de supprimer des emplois publics.

Assez de suppressions d'emplois !

Comment faire plus et mieux avec moins de personnels ? Les simplifications de services, qui servent d'argument aux suppressions sont une belle utopie ! Partout les suppressions dogmatiques d'emploi remettent en cause l'efficacité et la qualité des services rendus.

Les premières victimes en sont les usagers, notamment les plus fragiles. En bout de chaîne ce sont : soit des personnels recrutés à titre précaires, soit des jeunes en fin de formation qui vont se trouver sans emploi.

Face à l'explosion du chômage, aucun employeur public, surtout pas l'Etat, ne doit esquiver ses responsabilités.

Lors du CTP Central du 30 novembre , avec 2569 emplois supprimés à la DGFIP, le PLF 2010 traduit la poursuite de cette logique destructrice et n'épargne aucun département

- Les vagues de suppressions d'emplois se succèdent : depuis 2002, plus de 16 000 suppressions d'emplois soit 12 % des effectifs ! Depuis 10 ans, plus de 1 000 trésoreries ont disparu. Dans le même temps, la charge de travail a augmenté. Cette perpétuelle quête de faire mieux avec toujours moins de moyens est insupportable !
- 55 emplois supprimés en Seine Maritime, (26 dans la filière fiscale et 29 dans la filière publique) c'est une nouvelle saignée après les 61 suppressions de l'année précédente que les services devront subir.

Pourront-ils continuer à fonctionner, alors que les conditions de travail des personnels déjà déplorables vont encore se dégrader ?

La mise en place plus que problématique de la DLU (! ! ??) ainsi que celle des SIP, qui impacte les filières fiscale et gestion publique, va accentuer cet état de fait et détériorer encore le service public.

Le choix est clair pour l'administration :

- Dotation apparente en terme de personnels des structures « médiatisées » telles les SIP, vitrines de la fusion pour les usagers : l'ERR,ERD palliera...
- Anticipation des réformes pour 2012, qui amènera la fermeture de tous les postes ruraux, touchés par les réductions d'effectifs. Ou est la proximité ?

Les responsables pensent ils pouvoir tirer sur la corde sans qu'elle ne casse ou bien les agents doivent ils payer de leur santé la politique ultra libérale ?

Face à cette situation inacceptable, F.O.-DGFIP appelle les personnels à rester mobilisés contre cette nouvelle attaque sur le service public et à amplifier le rapport de force vis-à-vis de l'Administration, notamment par la **grève et le rassemblement à la Cité Administrative le vendredi 18 décembre 2009.**

Rouen, le 16 décembre 2009.